

BRÈVES AGRICOLES

Australie, Nouvelle-Zélande

Une publication du SER de Canberra – 16/05/2025

AUSTRALIE – BREVES.....	2
Le Parti travailliste largement reconduit poursuivra ses politiques ; la Ministre de l'agriculture reste en poste.....	2
Annonces des droits réciproques par les Etats-Unis – réactions et effets	2
L'Australie refuse l'appel de la Chine à lutter ensemble contre la déstabilisation commerciale créée par les USA ...	3
Reprise imminente des négociations pour un accord UE-Australie	3
Lactalis se positionne pour acquérir la branche australienne de Fonterra	4
Accolade Wines se renomme Vinarchy après le rachat de Pernod-Ricard et va supprimer un tiers de ses marques.	4
Filière laitière : productivité des fermes en berne depuis 2010, mais quelques progrès sur la durabilité	4
L'Australie ouvre le marché chinois à ses pommes (hors Tasmanie, déjà agréée)	4
L'Australie active aux réunions de l'OIV de mars 2025.....	4
La filière Agritech se dote d'un plan stratégique.....	5
Principaux flux commerciaux France-Australie (source TDM – extraction au 15/05/2025)	5
AUSTRALIE – MICRO-BREVES	5
NOUVELLE-ZELANDE – BREVES	7
Annonces des droits réciproques par les Etats-Unis – réactions et effets	8
L'accord de commerce UE-NZ produit des résultats pour les exportateurs néo-zélandais	8
Un groupe d'experts indépendant conseillera le Gouvernement néo-zélandais sur l'accord avec l'UE.....	8
La Nouvelle-Zélande demande à la Chine d'être exclue de son enquête sur les imports massifs de bœuf	8
Démarrage officiel des négociations Inde-NZL pour un accord de libre-échange.....	9
Modernisation de l'accord de commerce Australie – NZL – ASEAN	9
Dépôt d'un projet de loi pour interdire les imports de produits animaux aux standards de bien-être inférieurs	9
Les émissions agricoles néo-zélandaises suivent la tendance attendue pour atteindre les cibles à 2030.....	9
L'état de l'environnement néo-zélandais se dégrade, l'agriculture mise en cause	9
Réduction de l'application des plans des exploitations agricoles pour les eaux douces.....	9
La Couronne n'aurait pas respecté le traité sur les pêcheries avec les Maoris.....	10
Principaux flux commerciaux France-Nouvelle-Zélande (source TDM – extraction au 15/05/2025)	10

AUSTRALIE – BREVES

Le Parti travailliste largement reconduit poursuivra ses politiques; la Ministre de l'agriculture reste en poste

La réélection du Parti travailliste le 3 mai, avec une très large majorité, devrait mener vers la poursuite des politiques engagées au cours du premier mandat. L'agriculture n'est pas un domaine qui a bénéficié d'une priorisation particulière, et les nouvelles annonces au budget fédéral de fin mars ont été limitées :

- 3,5 M AUD pour une stratégie nationale de sécurité alimentaire
- 6,8 M AUD pour l'accès aux marchés à l'export
- 20 M AUD sur une campagne *Buy Australian*
- 2,9 M AUD pour soutenir les producteurs de produits frais dans leurs négociations avec les supermarchés.

Les principales lignes politiques attendues suite aux élections sont les suivantes : maintien de l'arrêt des exports d'ovins vifs par la mer en mai 2028 (déjà voté et décrié par le secteur agricole); mise en place d'un plan national de sécurité alimentaire (*Feeding Australia*); soutien à l'événementiel agricole; renforcement du financement pour améliorer la sécurité sur la ferme; augmentation des performances à l'export de l'agriculture australienne; et doublement de l'impôt sur les fonds de retraite à partir de 3 M AUD (dont le secteur agricole craint que cela pousse des agriculteurs à vendre une partie de leur patrimoine pour payer ces impôts, mettant en danger la transmission des exploitations). La mise en œuvre de ce programme est confiée à la Ministre de l'agriculture Mme Julie Collins, au Ministre assistant de l'agriculture M. Andrew Chisholm, et au Ministre du commerce M. Don Farrell ; tous trois maintenus sur leurs portefeuilles. Le leader de l'opposition libérale (Peter Dutton) a été battu dans sa circonscription, tandis que le leader des Nationals

(David Littleproud) a été réélu et reste à la tête de son parti.

Le secteur agricole a pris acte du résultat des élections, bien qu'il ait ouvertement soutenu le programme de l'Opposition. Il avait notamment insisté sur la sécurité alimentaire, la réduction des contraintes fiscales et réglementaires, l'amélioration de la disponibilité et de la sécurité de la main d'œuvre, l'arrêt des rachats d'eau, et la ré-autorisation des exports d'ovins vifs par la mer. La Coalition avait, en annonce électorale, promis un fonds perpétuel de 20 Md AUD (*Regional Australia Future Funding*) pour améliorer les services en milieu rural : petite enfance, hébergement, connectivité, infrastructures de transport.

Le sujet reste par ailleurs ouvert de la cible australienne de réduction de ses émissions à horizon 2035, que le Gouvernement avait retardé en raison des perturbations créées par les annonces tarifaires américaines, et à l'approche des élections fédérales.

[ABC](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [NFF](#), [NFF](#), [GrainCentral](#), [Farmonline](#), [NFF](#), [AOL](#), [USDA](#), [Farmonline](#), [NFF](#)

Annonces des droits réciproques par les Etats-Unis – réactions et effets

Le 03 avril (heure australienne), le Président Trump a annoncé des droits de douane supplémentaires qualifiés de « réciproques ». L'Australie, vis-à-vis de laquelle les USA ont une balance excédentaire, est touchée par le droit balai de 10% sur tous les produits entrant sur le marché américain.

En réponse, le Premier Ministre australien a indiqué qu'il n'imposerait pas de représailles tarifaires, dont le coût serait porté par les consommateurs australiens. Il a également annoncé un plan en 5 mesures incluant des fonds soutien aux filières les plus impactées. La méthodologie de calcul des

droits imposés par les Etats-Unis est jugée injustifiée. Les valeurs boursières des principales agro-industries australiennes ont perdu AUD 100 Md le lundi 07 avril, avant de rebondir dans les 48h.

D'une manière générale, le secteur agricole australien se félicite d'avoir accès à une panoplie de débouchés pour naviguer dans la tempête commerciale créée par les Etats-Unis (Thaïlande, Vietnam, Arabie Saoudite, Japon, Corée...) et appelle à rouvrir les négociations avec l'UE pour un accord commercial. On observe cependant des variabilités selon les filières, entre effets directs (renchérissement des produits, opportunités de marché) et indirects (baisse de la demande chinoise en produits et en commodités servant à la transformation...).

Un cas particulier est fait du boeuf australien, mentionné par le Président Trump dans ses annonces : l'Australie en a exporté à hauteur de 2,6 Md€ en 2024 vers les USA (soit 6 milliards de steaks à hamburger par an), qui sont son premier débouché, tandis que les flux réciproques sont nuls en raison d'une fermeture du marché AUS depuis 2003 (cas atypique d'ESB) levée en 2019 mais pas finalisée ; et de craintes sur la fièvre aphteuse. Le Président Trump a appelé l'Australie à finaliser l'ouverture de son marché au boeuf américain, appel auquel le secteur agricole australien a fermement répondu en refusant par avance tout abaissement des règles de biosécurité. A date, le boeuf australien continue donc de pouvoir accéder au marché américain, et, celui-ci dépendant des importations, a pu maintenir ses prix, faisant porter le droit de 10% aux acheteurs américains. Mais surtout, la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine a conduit celle-ci à suspendre les permis d'export de 300 établissements américains de boeuf, et l'Australie a saisi le vide créé sur le marché chinois pour fournir en quantité (+40% sur le boeuf nourri au grain) et à prix élevé.

La filière ovine quant à elle, davantage de niche sur le marché américain (40% des Américains n'ont jamais acheté de viande ovine), s'inquiète de perdre en attractivité alors que la viande ovine est perçue comme un produit premium dispensable et que les USA sont le premier débouché de la viande ovine australienne (104 kt en 2024 pour

1,35 Md AUD en 2024). La Chine a agréé près de 17 établissements australiens supplémentaires pour la fournir en viande ovine.

La filière des vins s'inquiète de la baisse de la demande chinoise, si un ralentissement économique de la Chine réduit la demande en produits non nécessaires et importés.

Les produits laitiers australiens pourraient pâtir du même facteur, mais aussi saisir des opportunités en remplacement des exports américains vers la Chine.

La filière des amandes, elle aussi, remplace les exports américains (californiens) vers la Chine, avec une profitabilité remarquable (prix records sur la décennie écoulée).

[PM](#), [The Australian](#), [ABC](#), [SMH](#), [SMH](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [Canberra Times](#), [The Australian](#), [Farmonline](#), [ABC](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [Guardian](#), [ABC](#), [ABC](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [ABC](#), [SMH](#)

L'Australie refuse l'appel de la Chine à lutter ensemble contre la déstabilisation commerciale créée par les USA

L'Ambassadeur chinois en Australie a appelé à coopérer pour défendre les règles internationales dans le contexte turbulent créé par les décisions commerciales des Etats-Unis. Le Trésorier et le Premier Ministre australiens ont décliné, l'Australie cherchant à diversifier ses débouchés pour réduire sa dépendance à la Chine après avoir été frappée de sanctions chinoises entre 2020 et 2024 sur un total de 20 Md AUD d'exports. L'Australie se tourne notamment vers l'Indonésie, l'Inde, le Royaume-Uni et les Emirats Arabes Unis. [SMH](#), [ABC](#)

Reprise imminente des négociations pour un accord UE-Australie

Le Ministre australien du commerce, revenant sur un entretien avec des représentants européens, a confirmé l'intérêt des deux parties à reprendre les discussions. Il estime que l'UE, frappée de droits de douane de 20% par les Etats-Unis, a plus qu'avant besoin de cet accord ; et a rappelé que l'Australie

attend une meilleure offre européenne sur les produits agricoles, en particulier la viande bovine et ovine. Le Ministre a cependant renvoyé à l'après-élections fédérales du 3 mai pour reprendre concrètement les négociations, même si l'objectif est de conclure rapidement. La *National Farmers Federation* soutient l'objectif de reprendre rapidement les négociations, avec des cibles ambitieuses. [Farmonline](#), [AFR](#), [NFF](#)

Lactalis se positionne pour acquérir la branche australienne de Fonterra

Le géant laitier français a confirmé son intention d'acquérir les activités australiennes de Fonterra, qui incluent 8 usines fournies par 650 éleveurs, et les marques emblématiques Western Star (beurre), Perfect Italiano (fromage), et Mainland (fromage). Le montant de la transaction pourrait être de AUD 4 Md (2,4 Md€). L'autorité australienne de la concurrence (ACCC) a lancé une enquête sur la légitimité de cette acquisition. Le groupe australien Bega et le danois FrieslandCampina ont également exprimé leur intérêt pour racheter Fonterra Australia. [Farmonline](#), [Reuters](#)

Accolade Wines se renomme Vinarchy après le rachat de Pernod-Ricard et va supprimer un tiers de ses marques

La compagnie basée à Adelaide, deuxième plus gros opérateur australien du vin après Treasury Wine Estates, représente désormais un chiffre d'affaires de 1,5 Md AUD porté par 150 marques. Il sera mis fin à environ 50 de ces marques sur les 18 à 24 mois à venir, en priorité celles destinées à la grande distribution. [Farmonline](#), [AFR](#)

Filière laitière : productivité des fermes en berne depuis 2010, mais quelques progrès sur la durabilité

Au niveau national, la productivité des fermes laitières australiennes a augmenté de 1,90% par an en moyenne entre 1978-79 et 2010-11 grâce à l'agrandissement, à la mécanisation, à l'adoption de technologies, et à des réformes de politiques publiques augmentant la concurrence. Elle a cependant ensuite décliné de 0,04% par an en

moyenne jusqu'en 2022-23, ces facteurs ne jouant plus avec la même intensité (notamment les réformes). Cette tendance masque cependant un système à plusieurs vitesses selon les bassins de production, qui ne mettent pas en œuvre les mêmes modèles de production. Certains facteurs jouent par ailleurs différemment selon les régions. Par exemple, les fermes irriguées semblent davantage vulnérables lors d'épisodes de sécheresse.

Le rapport *Australian Dairy Sustainability Framework 2025* note malgré tout une bonne santé économique du secteur, une réduction de 29,8% de l'intensité d'émissions par rapport à 2010-11, et que les transformateurs réorientent 85% de leurs déchets. Il se félicite de la conformité sanitaire des produits, de la perception des attributs santé des produits laitiers, de la prise en compte du bien-être animal et d'un usage encadré des antibiotiques. Sont cités comme points à améliorer le rôle social de la filière, la sécurité au travail, le revenu des professionnels, la protection de la biodiversité, l'usage de l'eau, et la consommation nationale de produits laitiers. [ABARES](#), [Farmonline](#), [Dairy Australia](#)

L'Australie ouvre le marché chinois à ses pommes (hors Tasmanie, déjà agréée)

L'export de pommes australiennes était déjà autorisé par la Chine depuis la Tasmanie depuis 2010, cet Etat étant indemne de mouche des fruits. L'Australie a désormais obtenu l'autorisation d'exporter des pommes poussées sur le continent. [ABC](#)

L'Australie active aux réunions de l'OIV de mars 2025

Le Professeur Markus Herderich, de l'*Australian Wine Research Institute*, a été nommé Président du groupe d'experts sur les spécifications œnologiques. M. Damien Griffante, de l'organisation professionnelle *Australian Grape & Wine*, a été nommé Vice-Président du groupe d'experts sur les aspects légaux et l'information des consommateurs, qui a notamment travaillé sur les vins désalcoolisés et sur l'étiquetage énergétique

(travail conjoint avec la France). [Australian Grape & Wine](#)

La filière Agritech se dote d'un plan stratégique

L'organisation AusAgriTech a publié en mai un papier de position pour élaborer un plan de déploiement des solutions technologiques sur les exploitations agricoles, afin d'atteindre l'objectif national de 100 Md AUD de valeur brute de production à horizon 2030. Le plan reposera sur 3 piliers : accélérer la commercialisation et l'adoption (et éviter que des innovations restent inutilisées) ; intensifier la coopération y compris en

interne à la filière ; et asseoir l'Agritech comme un levier central du développement de l'agriculture australienne. Le plan complet et la feuille de route associée sont prévus pour février 2026. L'association a également publié son rapport annuel 2024, qui révèle que, malgré des améliorations, les défis restent forts autour du manque de main d'œuvre, de l'accès à l'investissement, et de l'adoption des solutions. Il insiste sur la nécessité de diversifier les innovations, de fonctionner en meilleure coopération, et d'augmenter le soutien par les pouvoirs publics. [AusAgriTech](#), [AusAgriTech](#)

Principaux flux commerciaux France-Australie (source TDM – extraction au 15/05/2025)

Principaux flux commerciaux	France → Australie	Australie → France
<i>Mars 2025 (millions d'euros)</i>		
<i>Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)</i>	57,6M€	5,4M€
<i>Balance commerciale de la France pour le mois</i>		+52,2M€
<i>Top 3 des postes</i>	Boissons (22) : 14,3M€ Préparations à base de céréales (19) : 6,8M€ Résidus des industries ; aliments pour animaux (23) : 5,9M€	Autres produits d'origine animale (05) : 1,3M€ Viandes (02) : 1,3M€ Fruits (08) : 1,0M€
<i>Février 2025 (millions d'euros)</i>		
<i>Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)</i>	66,2M€	63,9M€
<i>Balance commerciale de la France pour le mois</i>		+2,3M€
<i>Top 3 des postes</i>	Boissons (22) : 18,6M€ Tonnellerie (4416) : 9,2M€ Préparations à base de céréales (19) : 7,8M€	Graines de canola (12) : 60,3M€ Fruits (08) : 1,0M€ Boissons (22) : 0,9M€

AUSTRALIE – MICRO-BREVES

- Le Département fédéral de l'agriculture a publié un plan d'action mettant en œuvre la stratégie nationale de [biosécurité](#). Ce plan d'action repose sur six domaines prioritaires : développer une culture commune de la biosécurité ; renforcer les partenariats ; former les travailleurs ; disposer d'une capacité de réponse coordonnée ; garantir des investissements durables ; améliorer l'intégration grâce à la recherche, aux données et à la technologie.

- Le Gouvernement attendra l'après-élections pour obtenir des recommandations de la *Climate Change Authority* (CCA) et avancer le chantier de l'*Agriculture and Land Sectoral Plan* visant à réduire les émissions dans l'agriculture. Cela en raison des perturbations induites par le changement de politique climatique aux Etats-Unis. Le Gouvernement devra attendre l'avis de la CCA avant de notifier à l'ONU sa cible climatique (NDC) à 2035.
- L'*Australian Bureau of Agricultural Research on Economics* (ABARES), service du Département fédéral de l'agriculture, a émis une nouvelle publication sur les effets néfastes des soutiens directs dans la production agricole au niveau mondial. Il évalue à 472 Md USD par an sur 2019-2023 le coût pour les contribuables et consommateurs des tarifs, prix plafonds, et subventions liées aux intrants et à la production. Dans son estimation, ce montant est porté à 671 Md USD en incluant les restrictions à l'export et autres manipulations de marché.
- Le collectif *End Food Waste Australia* a publié un rapport indiquant que les entreprises alimentaires australiennes ont réalisé plusieurs progrès dans la lutte contre le gaspillage alimentaire: réduction des produits non vendus ; réduction de 13% du gaspillage entre 2022 et 2024 parmi les signataires du Pacte national ; donation de 254 millions de repas à des associations d'aide alimentaire dans les 3 dernières années ; division par deux depuis 2022 de la mise en décharge de produits alimentaires.
- *Agrifutures* a lancé un travail d'élaboration d'une feuille de route pour développer et mettre en place des alternatives aux carburants fossiles dans les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de la pêche.
- En février, le Gouvernement a annoncé un plan de 50 M AUD pour soutenir la disponibilité de 38 produits alimentaires clefs dans les zones reculées; ce plan vise à compenser les coûts du fret et des approvisionnements de la grande distribution. Il serait mis en place par Outback Stores, une entité du gouvernement gérant 58 magasins. Les distributeurs indépendants s'élèvent contre cette proposition, qu'ils perçoivent comme une concurrence déloyale organisée par le Gouvernement.
- Le groupe Ridley acquiert la branche de distribution d'Incitec Pivot, le principal opérateur des fertilisants en Australie, pour un montant total de 375 M AUD.
- *Australian Conservation Foundation* estime que 5500 ha ont été illégalement déforestés entre 2021 et 2025 dans le Sud-Ouest du New South Wales, par sept exploitations.
- La filière australienne de l'élevage met en avant plusieurs publications suggérant que les formules utilisées par l'*Australian National Greenhouse Gas Inventory* surestiment avec un facteur 2,4 les émissions de méthane des ruminants. Elle propose une équation alternative.
- Bega prévoit fermera son usine de Strathmerton mi-2026, supprimant 300 emplois. L'entreprise de fabrication de produits laitiers a indiqué que l'usine lui coûtait 30 M AUD par an et qu'elle créerait 100 emplois supplémentaires à son usine de Ridge Street.
- La filière australienne de la laine appelle les éleveurs à signer une pétition pour favoriser un traitement de la laine comme matériau naturel et durable dans les évolutions de la réglementation européenne sur l'étiquetage environnemental.
- L'*Australian Bureau of Agricultural Research on Economics* (ABARES), service du Département fédéral de l'agriculture, a annoncé être mandaté pour conduire une évaluation indépendante sur les relations entre les cultivateurs et les éleveurs de poulet de chair.
- Une recherche de l'Université du Queensland montre qu'une injection d'huile essentielle d'origan dans les œufs contenant des poulets de chair augmente l'immunité de ceux-ci, réduisant les risques de maladies dans les premières semaines. L'huile essentielle est injectée dans le liquide amniotique quelques jours avant éclosion.

- Le Queensland a assoupli les règles de déplacement des ruches (depuis des zones infectées) après une amélioration de la situation du *varroa destructor*. Pendant la période sèche, les apiculteurs déplacent leurs ruches pour garantir aux abeilles un accès à leur alimentation.
- Agrifutures consacre 2 M AUD à un projet de recherche de 5 ans mené par l'Université d'Adelaide visant à aider la filière *insectes* à émerger en abordant les principaux défis qui se posent à elle : innovation de produits, réglementation, entre autres.
- Sur financements de la *Fisheries Research and Development Corporation*, la Commonwealth *Fisheries Association* se met en ordre de marche pour redonner un plan d'action à la filière. Ce plan aborderait : la reconnaissance de la pêche durable dans les eaux australiennes ; une stratégie de croissance de la filière ; l'empilement des réglementations ; les politiques publiques fédérales sur la pêche.
- Première mondiale pour l'espèce, la pêcherie de thon rouge d'Australie du Sud a obtenu la certification *MSC* pour sa pratique de pêche à la senne. Le thon rouge n'est plus considéré victime de surpêche dans ces eaux.
- *Grain Producers Australia* s'inquiète du contenu de la *Vision de l'UE* pour l'agriculture et l'alimentation, notamment des restrictions à l'importation portant sur les produits agrochimiques (paraquat en particulier).
- Le groupe de logistique, collecte, stockage, transformation et export de grains de la côte Est *GrainCorp* enregistre un profit en hausse de 16%, à 58 M AUD pour le deuxième semestre 2024 (pour un chiffre d'affaires de 4,09 Md AUD).
- Un permis d'irrigation de 10 GL a été donné à une exploitation *irriguée* de 1 400 ha de coton (800 ha), fourrage (150 ha), melon (300 ha) et mangue (150 ha) dans le Northern Territory, malgré des inquiétudes concernant les impacts environnementaux de ces prélèvements d'eau.
- *Digital Agriculture Services* a mené une étude sur les *rotations* les plus productives en Australie, concluant à la performance de l'alternance blé-colza-blé, qui permet un rendement jusqu'à 20% pour un blé avec précédent colza par rapport à un blé sur blé.
- Le fonds d'investissements *canadien* PSP a acquis Kooba, une surface totale de production de coton de plus de 30 000 ha, pour un montant d'environ AUD 500 M. La propriété inclut également des grandes cultures, des amanderaies, et des titres d'eau.
- La filière viticole s'inquiète du *déclin* des exports dans les 12 derniers mois : si on excepte le marché *chinois* qui a importé pour 1,03 Md AUD de vin supérieur australien (le marché chinois a rouvert en avril 2024), les exports australiens vers le reste du monde ont atteint leur niveau le plus bas en plus de 20 ans. Les facteurs explicatifs sont la baisse de consommation pour considérations de santé, et le moindre intérêt pour des vins d'entrée de gamme.
- L'agence de sécurité sanitaire des aliments *Food Standards Australia New Zealand* (FSANZ) a mené un travail visant à mentionner le contenu énergétique sur les étiquettes des boissons *alcoolisées*. Les propositions en découlant seront étudiées par les Ministres en charge de l'alimentation.

NOUVELLE-ZELANDE – BREVES

Annonces des droits réciproques par les Etats-Unis – réactions et effets

(Cf. brève dans la section Australie pour davantage de détails de contexte)

Bien que les Etats-Unis soient déficitaires vis-à-vis de la Nouvelle-Zélande (-826 M€ en 2024), celle-ci est frappée seulement par le droit de douane socle de 10% à l'entrée du marché américain. Cela signifie que le bœuf néo-zélandais entre aux Etats-Unis avec un tarif total de 10,75% dans le quota tarifaire (et 36,4% hors quota mais celui-ci n'a pas été rempli depuis 2015), et que l'agneau néo-zélandais entre aux Etats-Unis avec un tarif total de 10,06%. Le Ministre du commerce note que la Nouvelle-Zélande est relativement peu touchée et devrait rester compétitive sur le marché américain ; et que la Nouvelle-Zélande est riche d'accords de libre-échange offrant d'autres débouchés. Il a rappelé que les tarifs pénalisent les consommateurs et a indiqué privilégier la voie du dialogue avec l'administration américaine, la Nouvelle-Zélande n'imposant pas de droits de douane en retour. Le Premier Ministre a appelé à faire bloc entre pays affinitaires pour défendre un commerce fondé sur des règles, et a fait référence aux partenaires du CPTPP et à l'UE.

Le secteur agricole, s'il craint un ralentissement de la demande des pays asiatiques, veut voir une opportunité dans la redistribution des conditions commerciales, si des pays abaissent leurs barrières commerciales sous pression des Etats-Unis et si la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine fait monter les prix de la viande rouge. Il a appelé à renégocier l'accord avec l'UE.

Le secteur de la viande rouge (bœuf en particulier) se rassure en observant que le marché américain est structurellement importateur et que sa demande se maintiendra.

La filière laitière néo-zélandaise s'alarme de sa perte de compétitivité relative par rapport aux exports canadiens vers les Etats-Unis, qui passent sans droits en vertu de l'accord USMCA.

[RNZ](#), [Beehive](#), [Farmers Weekly](#), [BLNZ](#), [DCANZ](#), [Otago Daily Times](#), [RNZ](#), [RNZ](#), [Farmers Weekly](#), [1News](#), [Farmers Weekly](#), [Farmers Weekly](#),

L'accord de commerce UE-NZ produit des résultats pour les exportateurs néo-zélandais

Le Ministre néo-zélandais du commerce Todd McClay se réjouit de ce que les exports de biens du pays vers l'UE ont augmenté de 28% dès la première année de mise en œuvre. Les performances les plus importantes ont été les kiwis (du fait d'une récolte exceptionnelle) qui ont augmenté de 69% (+316 M NZD), la viande ovine (+29%, +216 M NZD) et les équipements (+104%, +173 M NZD). [Beehive](#)

Un groupe d'experts indépendant conseillera le Gouvernement néo-zélandais sur l'accord avec l'UE

Un groupe d'experts indépendant ayant pour rôle de conseiller le Gouvernement néo-zélandais sur l'accord de libre-échange avec l'UE, a été créé et se réunira pour la première fois mi-mai. Il devrait travailler sur les opportunités économiques, la conformité des décisions politiques néo-zélandaises avec les obligations de l'accord (notamment le *fast-track*) ; mais aussi sur le règlement européen sur la déforestation et la dégradation des forêts, ainsi que sur le mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières.

[Newsroom](#)

La Nouvelle-Zélande demande à la Chine d'être exclue de son enquête sur les imports massifs de bœuf

Le Ministère des affaires étrangères a adressé une lettre aux autorités chinoises pour leur demander d'exclure la Nouvelle-Zélande de l'enquête lancée par la Chine sur des importations de bœuf déstabilisantes pour sa filière. Il invoque l'accord de libre-échange comme garantie, la relation privilégiée entre les deux économies, et la faible part de la Nouvelle-Zélande dans les importations chinoises de bœuf (6,4% en volume, en diminution). Il cite également une clause de l'accord de libre-échange CHI-NZL excluant des sauvegardes OMC les imports néo-zélandais non préoccupants. [Newsroom](#), [Farmers Weekly](#)

Démarrage officiel des négociations Inde-NZL pour un accord de libre-échange

Une délégation néo-zélandaise s'est déplacée en Inde pour démarrer officiellement le 6 mai les négociations pour un accord commercial avec l'Inde. La viande ovine, taxée à 30% à l'entrée du marché indien, est un intérêt offensif fort pour la Nouvelle-Zélande. Les deux pays avaient déjà mené des négociations en 2011 et 2015, au cours desquelles l'Inde avait exprimé une forte sensibilité vis-à-vis des exports laitiers néo-zélandais. [Farmers Weekly](#), [Beehive](#), BLNZ (édito)

Modernisation de l'accord de commerce Australie – NZL – ASEAN

97,7% des biens circulent déjà sans droits de douane. La modernisation de l'accord entré en vigueur au 1^{er} janvier 2010 porte prioritairement sur les règles relatives aux services, à l'e-commerce, à la protection des consommateurs, et aux chaînes d'approvisionnement. [DFAT](#), [Beehive](#)

Dépôt d'un projet de loi pour interdire les imports de produits animaux aux standards de bien-être inférieurs

La démarche *Stop Cruel Imports* lancée en avril interpelle le Parlement néo-zélandais pour conditionner les imports de produits animaux au respect des standards néo-zélandais. La pétition se fonde sur un rapport d'*Animal Policy International*, qui entre autres résultats établit que 83% des Néo-Zélandais sont favorables à ces mesures miroirs. Les points les plus bloquants sont l'interdiction des cages de batterie pour les poules pondeuses, ainsi que les entraves, cages de gestation et enclos pour les porcins, et la castration sans antidouleur. L'UE, le Canada et les Etats-Unis, sont identifiés comme origines problématiques ; l'Inde également, avec laquelle la Nouvelle-Zélande négocie actuellement un accord de libre-échange. Le Parti Vert (Steve Abel MP) a déposé un projet de loi en ligne avec la pétition. La filière ovine australienne (laine surtout) s'inquiète de ce projet de loi en raison de la persistance du *mulesing* dans le pays, et rappelle que des réglementations étrangères n'ont pas à modifier les pratiques d'élevage australiennes.

[Stop Cruel Imports](#), [Newsroom](#), [Green Farmonline](#), [Farmers Weekly](#)

Les émissions agricoles néo-zélandaises suivent la tendance attendue pour atteindre les cibles à 2030

D'après le Gouvernement, le secteur de l'élevage est en bonne voie pour atteindre la cible de 10% de réduction des émissions de méthane à 2030, par rapport à 2005 : les émissions agricoles de méthane ont baissé de 3,7% depuis 2017, et de 2,2% entre 2022 et 2023 (-1,6% pour le secteur laitier). La filière signale cependant que c'est du fait d'une réduction du nombre d'animaux, du stockage de carbone en forestation, et d'une conversion de pâturages en forêts. L'organisation en conclut qu'il n'est pas nécessaire de fixer des taxes sur les émissions agricoles. DairyNZ pousse de son côté pour que la cible actuelle de réduction du méthane agricole (24-47% pour 2050) soit abaissée à 14-24% pour 2050. [Beehive](#), [Farmers Weekly](#), [BeefLambNZ](#), [DairyNZ](#)

L'état de l'environnement néo-zélandais se dégrade, l'agriculture mise en cause

Le rapport *Our Environment 2025* publié par le Ministère de l'environnement néo-zélandais, note que l'agriculture contribue à un état dégradé de l'environnement, surtout via des contaminations aux nitrates et à *E. coli*. Il note également que les émissions de méthane agricole ont augmenté de 2% entre 1990 et 2022. [Farmers Weekly](#).

Réduction de l'application des plans des exploitations agricoles pour les eaux douces

Le Gouvernement a assoupli les contraintes imposant aux exploitations agricoles de mettre en place des plans de gestion des risques vis-à-vis des eaux douces : réduction du nombre de fermes concernées, simplification administrative. Le Ministre de l'agriculture indique reconnaître l'existence de programmes de filière avec les mêmes objectifs et vouloir éviter les redondances. Les modifications seront intégrées au projet de loi *Resource Management Act* et devraient entrer en

vigueur à la fin 2025. La filière laitière se réjouit de ces annonces. [Beehive, DairyNZ](#)

La Couronne n'aurait pas respecté le traité sur les pêcheries avec les Maoris

Un accord de 1992 conférait aux Maoris 50% des parts de l'entreprise Sealord et 20% de tous les quotas de pêche dans les eaux néo-zélandaises, en

échange de ne plus réclamer de droits supplémentaires de pêche. Cependant, la Cour suprême a estimé que la Couronne n'avait pas respecté cet accord, en changeant les règles de gestion des quotas (par parts au lieu de volume), qui a érodé progressivement les droits des Maoris. [The Spin Off](#)

Principaux flux commerciaux France-Nouvelle-Zélande (source TDM – extraction au 15/05/2025)

Principaux flux commerciaux	France → Nouvelle-Zélande	Nouvelle-Zélande → France
<i>Mars 2025 (millions d'euros)</i>		
<i>Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)</i>	14,7M€	21,7M€
<i>Balance commerciale de la France pour le mois</i>		-7,0M€
<i>Top 3 des postes</i>	Boissons (22) : 5,4M€ Tracteurs (8701) : 1,9M€ Papiers et cartons (48) : 1,1M€	Viande (02) : 12,2M€ Produits laitiers (04) : 3,2M€ Poissons et crustacés (03) : 2,7M€
<i>Février 2025 (millions d'euros)</i>		
<i>Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)</i>	13,4M€	13,8M€
<i>Balance commerciale de la France pour le mois</i>		-0,4M€
<i>Top 3 des postes</i>	Tonnellerie (4416) : 4,3M€ Boissons (22) : 2,5M€ Tracteurs (8701) : 1,1M€	Viandes (02) : 4,2M€ Produits laitiers (04) : 3,2M€ Poissons et crustacés (03) : 2,0M€

NOUVELLE-ZELANDE – MICRO-BREVES

- Le texte de l'accord de commerce entre la Nouvelle-Zélande et les [Emirats Arabes Unis](#) a passé sa première lecture au Parlement, dans le processus de ratification. L'accord concède immédiatement un accès sans droits pour 98,5% des exports néo-zélandais, montant à 99% en trois ans.
- Le Ministre Todd McClay s'est déplacé au [Royaume-Uni](#) pour fêter le 2^{ème} anniversaire de l'accord de commerce UK-NZ, qui a permis une augmentation en 2 ans de 20% des exports néo-zélandais de biens vers le Royaume-Uni, et de 22% pour les services. Il s'est ensuite rendu en Corée où il a tenu des entretiens avec les partenaires commerciaux de l'APEC et du CPTPP.
- Le Commissaire pour l'environnement a alerté sur un risque d'embouteillage de crédits carbone dans les années 2030, le [carbon farming](#) ayant eu jusqu'ici fort train pour compenser les émissions néo-zélandaises. Il a appelé à réduire les émissions à la source.
- Le joueur de [rugby](#) All Black, M. Beauden Barrett, a lancé un commerce d'import de vins fins et rares français (Beau Jour) avec l'oenologue Jean-Benoît Auzely.

- Le Ministry for Primary Industries renforce l'accompagnement des éleveurs en anticipation de la mise en place des pâturages d'hiver, pour s'assurer que les animaux ont accès à une quantité suffisante de nourriture pour garantir leur bien-être.
- Le National Animal Welfare Advisory Committee a lancé une révision du code du bien-être animal pour les bovins et ovins. Il propose d'inclure les bovins lait, d'interdire les dispositifs d'immobilisation électriques, et de nouveaux standards minimums dans les zones hors pâturages.
- Le partenariat public-privé AgrizeroNZ investit dans une quinzaine d'entreprises développant des solutions permettant de réduire les émissions de méthane des ruminants en système de pâturage.
- La filière laine est ébranlée par une communication de PETA montrant des actes de maltraitance animale dans des bâtiments d'élevage.
- La filière pêche se réjouit de la reconnaissance de la pêche commerciale au harpon, mettant en avant que cette pratique minimise les prises accidentelles. Elle regrette néanmoins certaines restrictions réglementaires (notamment exclusion de certaines zones), ainsi que la concurrence par la pêche de loisir au harpon.
- De récents travaux désignent l'intensification de l'agriculture comme à l'origine de mortalités massives d'anguilles, en particulier par la destruction d'habitats dans les cours d'eau et la pollution des eaux. Le changement climatique porte également d'importants impacts. La filière pointée du doigt est la filière laitière, qui augmente fortement les taux de nutriments dans les eaux, créant de l'eutrophisation dévastatrice quand elle est combinée à une limitation des flux des cours d'eau prélevés pour irrigation.
- Un rapport récent de HortNZ indique une tendance à l'accroissement continu des terres maories exploitées en fruits et légumes, filières plus rémunératrices que les autres productions agricoles.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Canberra
canberra@dgtresor.gouv.fr

Selection des articles et rédaction : SER de Canberra – Vincent HEBRAIL (Conseiller aux affaires agricoles régionales)